

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/317

G/SCM/W/325

2 avril 1996

(96-1180)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: espagnol

QUESTIONS CONCERNANT LA NOTIFICATION DE LOIS ET
REGLEMENTATIONS PRESENTEE PAR LE GOUVERNEMENT
TUNISIEN¹ AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET
DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

La Mission permanente de l'Argentine a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 27 mars 1996.

1. Il ressort de la législation notifiée par la Tunisie dans sa communication du 19 décembre 1995 que certains points sont incompatibles avec les dispositions des Accords sur le dumping et les subventions. La Tunisie a d'ailleurs indiqué qu'elle avait entrepris la révision de sa réglementation dans ce domaine.

Quand la Tunisie compte-t-elle achever cette révision?
2. *Dans l'intervalle, et en supposant qu'il existe des contradictions, les Accords l'emportent-ils sur la législation nationale?*
3. A propos de la question 2, les différences suivantes ont été relevées et sont mentionnées à titre d'exemple:
 - a) *L'article 17 de la Loi n° 94-41 est contraire aux dispositions de l'article 10.3 de l'Accord ADP, car il dispose que la différence entre le droit provisoire et le droit définitif sera recouvrée.*
 - b) *Quel est le but de l'obligation d'informer [le Ministre chargé du commerce] des quantités et des valeurs de l'importation envisagée qui est énoncée à l'article 29?*
 - c) *L'article 2 du Décret n° 94/1745 ne mentionne pas les pourcentages requis à l'article 5.4 de l'Accord ADP.*
 - d) *Comment la Tunisie applique-t-elle les dispositions de l'article 2 de l'Accord ADP pour le calcul de la valeur normale?*

¹G/ADP/N/1/TUN/1-G/SCM/N/1/TUN/1.

- e) *Les dispositions de l'article 14 de l'Accord SMC sont-elles respectées lors du calcul du montant de la subvention?*